

Renault : logique financière contre logique industrielle

6 000 suppressions de postes en Europe, 4 000 en France dont 1 000 à Sandouville. Voilà le choix fait par Renault qui, en 2008 aura pourtant versé 800 millions d'euros à ses actionnaires soit 4 fois plus qu'il y a 8 ans. Coûte que coûte l'objectif demeure de faire passer la marge de 4,5% à 6% soit + 30%, c'est-à-dire de distribuer 1 200 millions d'euros de dividendes supplémentaires aux actionnaires.

Carlos Ghosn a beau claironner à l'Elysée qu'aucun site français ne sera fermé, sans doute pour obtenir de l'Etat français sa participation financière pour un nouveau moteur dont l'installation fait l'objet d'un marchandage entre la France, l'Espagne et la Roumanie, il n'en reste pas moins qu'aucune garantie industrielle à court terme n'a été annoncée.

1 200 millions d'euros de dividendes supplémentaires aux actionnaires et le groupe Renault va solliciter des subventions à la hauteur de près de 20 millions d'euros ! Nous avons au Département créé le CESA, commission de contrôle des aides aux entreprises, cette commission exige des PME qu'elles s'engagent à ne pas verser de dividendes à leurs actionnaires pendant la période du versement des aides du Département. Alors pourquoi ce que l'on exige des PME ne s'appliquerait il pas au groupe Renault

Un nouveau véhicule utilitaire à Sandouville mais pas avant 2012, ce qui fait dire aux syndicats : en attendant on fait quoi ? on continue de chômer 1 jour sur 2 ? Cette situation est inacceptable, les pertes de salaire imposées aux salariés vont conduire à des situations individuelles et familiales dramatiques à court terme.

Je voudrais d'ailleurs saluer, le courage, la détermination des salariés du groupe Renault et des sous traitants qui malgré ces situations financières difficiles ont décidé de se battre pour sauvegarder leurs emplois.

Concernant les sites de Cléon et celui d'Alpine Renault Sport à Dieppe, c'est la même illisibilité sur la stratégie industrielle qui est ressentie et inquiète pour le devenir de ces sites. Puisque, la nouvelle Mégane sports sera assemblée en Espagne et la Twingo sports délocalisée en Slovaquie ! Tandis que la production de la Mégane R26R finira à la fin de l'année !

Il est urgent que l'Etat actionnaire empêche la logique financière de l'emporter sur la logique industrielle de développement au service de l'emploi. C'est également vital pour toute la filière automobile et les équipementiers, précarisée à l'image de Lear (qui vient de fermer, de Gevelot à Offranville, AMA devenue Sonas à St

Nicolas d'Alhiermont..et combien d'autres sous traitants ou d'entreprise dont une part importante dépend de l'activité de Renault dans notre Département sont menacés.

« Encourager les entrepreneurs plutôt que les financiers » a dit le Président de la République.

Chiche ! Venu à Sandouville avec le PDG Carlos Ghosn, il a en fait encouragé les mesures d'accompagnement aux suppressions d'emplois. Si c'est permettre aux salariés de conserver leur salaire pour se former, ce qui est une bonne chose, reste que cette proposition d'utiliser le contrat de transition professionnelle confirme la suppression de 1 000 postes de travail que ne pourront plus occuper à l'avenir les jeunes de la région.

Quel que soit ses qualités, un plan social reste un plan social, qu'il soit fait de pré retraite, de plan de formation, au bout du compte, c'est 1000 emplois de supprimés, c'est la machine à perdre des emplois qui s'enclenche dans tout notre Département.

En tout cas pour notre part, nous ne pourrions pas cautionner une nouvelle aide financière départementale pour le nouveau moteur Renault tant que des garanties en terme d'activité industrielles sérieuses, garantissant l'emploi et que des avancées significatives sur des engagements, en terme d'activité à Sandouville mais aussi pour les autres sites, n'auront pas été actées, tant, que la logique financière continuera de l'emporter sur la logique industrielle.

Renault a les moyens d'investir. En tout état de cause, si notre collectivité devait intervenir pour que le groupe investisse ici plutôt qu'ailleurs, elle devrait selon nous s'en tenir à bonifier les emprunts contractés en fonction des emplois réellement conservés ou créés.